Pierre Hassner*

Un chef-d'œuvre en péril : le consensus français sur la défense

Le consensus se meurt, le consensus est mort ! La rumeur commence à se répandre depuis qu'à la bataille des euromissiles succède la nouvelle détente et qu'en France, la cohabitation se transforme en compétition électorale. La situation se renverserait-elle par rapport au début des années 80 ?

Alors, toutes les démocraties occidentales, déchirées par la contestation antinucléaire, regardaient avec un étonnement teinté tantôt d'admiration, tantôt d'exaspération, ce paradis du consensus qui votait à l'unanimité des dépenses militaires en expansion, qui ignorait les manifestations pacifistes, et aux frontières duquel le nuage de Tchernobyl lui-même s'arrêtait respectueusement.

Aujourd'hui, changement de décor : partout, et plus particulièrement dans le pays qui nous importe le plus, la République fédérale, le consensus se recrée autour de la détente et du désarmement, de la confiance en Gorbatchev et de la volonté de réduire les armes nucléaires : Franz-Joseph Strauss salue l'ère nouvelle introduite par la « nouvelle pensée » soviétique autant qu'Egon Bahr, la CDU souhaite une négociation sur les armes nucléaires tactiques autant que le SPD. Par rapport à cette unanimité, la France paraît se singulariser à un double titre. D'une part, si l'on considère l'atmosphère générale, les réactions des médias et de la classe politique, le consensus négatif français semble aussi impressionnant dans la méfiance à l'égard de l'offensive Gorbatchev, de l'entente soviéto-américaine et des tendances à la dénucléarisation de l'Europe que le consensus positif de ses alliés ; dans cette optique, rien n'aurait changé en France par rapport au consensus pronucléaire et antisoviétique des dix dernières années ;

* Directeur de recherches au CERI (Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques).

ce qui aurait changé, c'est l'attitude de Reagan et de Strauss, c'est la conversion des « faucons », partout sauf en France, au point de vue des « colombes[1] ».

A y regarder de plus près, cependant, la nouvelle singularité française ne semble pas se réduire à cette opposition — si frappante pourtant — des deux atmosphères. A l'étranger, bien des spécialistes pensent tout bas ce que les Français disent tout haut. En France, si l'on remonte du discours parisien aux sondages d'opinion, on constate que l'unanimité y est beaucoup moins évidente. Au niveau même des forces politiques (et sans parler de l'abandon du consensus par le PCF qui se dessinait depuis plusieurs années), l'option zéro a, pour la première fois, explicité une divergence entre le Président de la République et la majorité (en particulier le ministre de la Défense, André Giraud, et le Quai d'Orsay) qui, préfigurée par des nuances à propos de la loi de programmation militaire, fait mine de s'élargir en une véritable opposition droite-gauche. Les socialistes (en particulier par la voix de Lionel Jospin) semblent tentés de rejoindre les tendances dominantes de la gauche européenne dans la priorité du désarmement par rapport aux dépenses militaires et aux efforts de défense européenne.

Au moment où le consensus se recompose chez les autres, il aurait donc tendance à s'effriter en France. D'où une série de paradoxes : en perdant son consensus, la France rejoindrait le peloton des démocraties divisées entre une gauche antimilitariste et une droite martiale, mais cela précisément au moment où, ailleurs, cette division se réduit. Mieux encore : ce qui mettrait en cause le consensus, en France, ce serait la volonté de François Mitterrand et du Parti socialiste de ne pas s'isoler par rapport à l'Europe et en particulier à l'Allemagne ; mais cela les amènerait, en renonçant notamment aux armes préstratégiques, impopulaires outre-Rhin, et en affirmant le principe de la dissuasion pure ou minimale, à se replier (au moins quant au nucléaire) sur le sanctuaire national.

A droite, on trouve un double paradoxe, tout aussi frappant. Les archéo-gaullistes, critiques depuis toujours à l'égard de la riposte flexible et partisans de la dissuasion minimale, n'en tempêtent pas moins contre un accord qui pourtant peut être interprété comme une conversion américaine à la conception française. Ne reculant ni devant les contradictions logiques, ni devant les contre-vérités de fait, le général Gallois et son nouveau disciple Alain Peyrefitte dénoncent à grands cris le marché de dupes SS 20 contre Pershing : les SS 20 dénoncés hier comme arme de la frappe chirurgicale, sont déclarés aujourd'hui incapables de précision et bons pour la ferraille ; les missiles plus modernes et à plus courte portée (SS 23, 22, 21), dont on déclarait il y a à peine neuf mois, lorsque Gorbatchev proposait de renoncer aux SS 20, qu'ils étaient la nouvelle forme de la menace soviétique, sont oubliés, ou on nie (contre l'évidence accessible à tous) qu'ils soient concernés par l'accord ; désormais, la menace ne diminue en rien puisque l'URSS garde ses missiles intercontinentaux (ce

1. Cf. P. Hassner, « L'Europe sans options ? », *Politique internationale*, automne 1987.

qui pourrait se défendre si on n'avait pas tant dénoncé la menace spécifique des armes eurostratégiques) ; inversement, les Pershing II sur lesquels on ironisait hier pour leur absence de mobilité, et qui n'ont aucune place dans une conception où les armes nucléaires n'ont pas de fonctions à l'intérieur des alliances, ni de fonctions militaires tout court (puisqu'elles ne peuvent servir qu'à la dissuasion nationale par menaces de représailles anti-cités), sont parés rétrospectivement de toutes les vertus[2].

On retrouve une partie de ces critiques, mais avec une différence radicale dans les présupposés et les conclusions, dans les milieux proches de l'UDF représentés par le ministre de la Défense, André Giraud. Ici, on part d'une position politique euro-atlantique, d'une sympathie stratégique pour la « riposte graduée », et d'un plaidoyer déjà ancien pour la bombe à neutrons, instrument d'une dissuasion nucléaire régionale ou de théâtre, elle-même ouvrant la voie à une défense européenne. Il est donc logique de déplorer qu'avec les missiles intermédiaires disparaisse un barreau essentiel de l'échelle sur laquelle repose la stratégie de dissuasion par menace d'escalade, qui est celle de l'OTAN. Tout aussi logiquement, on propose à l'Europe l'ambition de les remplacer pour reconstituer un niveau nucléaire intermédiaire qui, pouvant atteindre l'URSS à partir de l'Europe occidentale, rétablirait un minimum d'équilibre entre celle-ci et celle-là. Cette position est la plus cohérente et la plus irréfutable au point de vue critique, mais aussi la plus maladroite et la plus irréaliste sur le plan des propositions politiques : les partisans les plus inconditionnels de l'unité européenne et de l'Alliance atlantique sont aussi les plus isolés à l'intérieur de l'une et de l'autre. Peut-on faire l'Europe en traitant implicitement de munichoise la majorité d'Européens qui applaudit à l'accord de Washington, et en proposant de déployer sur le sol allemand des armes nucléaires, alors que l'opinion allemande, presque unanime, voudrait se débarrasser de celles qui s'y trouvent déjà ?

N'exagérons pas, toutefois, le fossé qui sépare ces différentes positions. François Mitterrand et Jacques Chirac sont là pour montrer qu'on peut pencher dans des directions opposées dans le cadre des dilemmes qu'elles posent sans abandonner pour autant un accord fondamental, d'une part sur le maintien de la dissuasion nucléaire, d'autre part sur la nécessité de progresser dans la voie de la coopération franco-allemande et d'une identité européenne en matière de défense. Après avoir successivement semblé nier l'existence d'aucune ombre à leur consensus et s'ingénier à monter en épingle leurs oppositions, ils semblent, au tournant de l'année, avoir atteint un point d'équilibre concerté : le discours de Jacques Chirac à l'Institut des hautes études de défense nationale, le 12 décembre, et l'interview de François Mitterrand au *Nouvel Observateur*, le 17 décembre, diffèrent

2. Cf. dans *Le Figaro*, 9 décembre 1987, l'éditorial d'A. Peyrefitte : « Un parfum de Yalta » et l'article de P.M. Gallois « Un marché de dupes ». Voir aussi la réponse de ce dernier à l'enquête de la *Revue internationale de stratégie*, décembre 1987, où l'on trouve l'affirmation surprenante selon laquelle les SS 23 ne sont pas concernés par l'accord.

par l'accent (plus audacieux chez l'un, plus prudent chez l'autre), mais sont parfaitement compatibles entre eux. Le Président et le Premier ministre ont constitué un duo parfait devant Honecker, pour affirmer l'inséparabilité de la paix et de la liberté et pour refuser une négociation prématurée sur les armes nucléaires à courte portée. Mais à voir l'insistance qu'ils mettent à souligner leur accord et à protester de la santé du consensus, on ne peut s'empêcher de penser au vase de Sully Prud'homme : « N'y touchez pas, il est brisé. »

Sans doute, d'ailleurs, faudrait-il choisir une image moins abrupte et plus évolutive. La vérité, c'est sans doute que le consensus existe toujours mais que, rongé de l'intérieur et assailli de l'extérieur, il ne peut survivre qu'à condition de se transformer.

Un consensus en mutation

L'année 1987 est sans doute celle où, éperonnée par les échéances budgétaires et électorales, la classe politique commence à percevoir cette nécessité, qui se faisait jour progressivement à la fois à la lecture des sondages d'opinion et à celle des discussions entre spécialistes.

Le consensus français en matière de défense constitue la pièce centrale d'un ensemble plus complexe, qui s'était constitué entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80. On peut y voir la convergence d'un *consensus gaulliste* — sur l'indépendance de la France, et la force de dissuasion, expression de cette indépendance — d'un *consensus antitotalitaire* ou antisoviétique, et d'un *consensus pro-américain*, ou proreaganien.

Si la France des années 80 ne connaissait ni les angoisses antinucléaires ni les ressentiments anti-américains de ses voisins, c'était parce que le fait d'avoir bravé l'orthodoxie atlantique vingt ans plus tôt et de posséder ses propres armes nucléaires la mettait à l'abri des sentiments troubles liés à la dépendance et notamment de l'impression d'être la victime, ou du moins l'objet passif des décisions du protecteur. Cet élément est loin de tout expliquer, comme en témoigne l'existence d'un mouvement antinucléaire plus important qu'en France dans les autres pays nucléaires comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis eux-mêmes. Mais la différence est frappante avec la République fédérale et les autres pays non nucléaires d'Europe occidentale. Plus qu'ailleurs, l'opinion française accepte la raison d'Etat et fait confiance à l'équilibre nucléaire pour garantir à la fois la paix et l'indépendance nationale.

Le deuxième élément est plus difficile à expliquer. Certes la majorité de l'opinion, comme partout ailleurs en Occident, et depuis les débuts de la guerre froide, a une image négative de l'Union soviétique. Ce qui a varié de manière spectaculaire, c'est l'attitude des intellectuels de gauche dont l'itinéraire du manichéisme prosoviétique au manichéisme antitotalitaire en passant par le maoïsme a souvent été décrit[3].

3. Cf. *Totalitarismes*, sous la direction de G. Hermet, P. Hassner et J. Rupnik, Economica, 1984.

Mais, de manière relativement autonome, l'opinion publique s'est durcie spectaculairement à l'égard de l'URSS autour de 1975 (effet Soljénitsyne ou effet Vietnam ?) et la politique gouvernementale a fait de même, en 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, et à l'occasion des événements d'Afghanistan et de Pologne. Le Goulag et l'expansionnisme soviétique sont devenus des thèmes dominants dans la perception et le discours français au moment même où ils s'estompaient ailleurs.

Le troisième élément du consensus est le plus récent et, en partie, le plus conjoncturel : c'est le consensus pro-américain et même pro-reaganien. Il s'agit d'une évolution relativement spectaculaire qui, comme pour l'antisoviétisme, concerne davantage certaines familles spirituelles ou politiques (les intellectuels de gauche, les gaullistes) que l'opinion publique dans son ensemble qui, majoritairement, n'a jamais été anti-américaine. Mais, dans les années 80, celle-ci ne s'en est pas moins singularisée par rapport aux autres opinions publiques d'Europe occidentale par son soutien passager au président Reagan : les Français sont les seuls Européens de l'Ouest qui auraient voté en majorité pour lui en 1984. On peut y voir un reflet de l'antisoviétisme dominant, ou une réaction à l'apparente réussite du pari économique reaganien, et au dynamisme technologique symbolisé par la Silicon Valley, par opposition aux échecs de la politique économique socialiste[4].

Aujourd'hui, chacun de ces trois éléments du consensus est, sinon en danger, du moins affaibli ou contesté. Reprenons-les dans l'ordre inverse, qui est celui de leur vulnérabilité.

Le plus entamé, en effet, est le proreaganisme. Il n'y a rien là d'étonnant, la popularité des présidents américains en France ayant toujours été sujette à des variations spectaculaires, et le déclin reaganien étant tout aussi sensible aux Etats-Unis même. Du reste, la chute de 20 % de sa cote le laisse encore, pour l'instant, à un niveau supérieur à celui de Gorbatchev, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays occidentaux[5]. Mais il reste que l'Irangate et plus encore Reykjavik ont entamé la confiance que les Français plaçaient en Reagan. Pour les « reaganiens français », qui admiraient surtout en lui le pourfendeur de « l'empire du mal », c'est l'accord de Washington qui scelle la rupture. Pour l'ensemble du public, c'est surtout le krach boursier d'octobre 1987 qui marque la perte de confiance dans le capitalisme triomphant que semblaient incarner les Etats-Unis. Auparavant, déjà, la politique économique américaine était tenue pour la responsable principale de la crise économique. Il est à prévoir que (surtout si le danger militaire soviétique semble, à tort ou à raison, moins présent) les frictions économiques entre les Etats-Unis et le Marché commun, les tendances américaines à résoudre le déficit budgétaire par le recours à la manipulation monétaire, au protection-

4. Cf. *L'Amérique dans les têtes*, sous la direction de D. Lacorne, J. Rupnik et M.F. Toinet, Hachette, 1986.

5. Sondage BVA-*Paris-Match*, 15 janvier 1988.

perspectives de désarmement. Dans les deux cas, c'est lui qui va dans le sens du consensus. Mais il risque de contribuer, lui aussi, à le rompre en retrouvant les accents antérieurs à la « cure de désintoxication » franco-soviétique lorsque, au milieu des années 70, il rivalisait avec Valéry Giscard d'Estaing d'amabilité envers ses interlocuteurs de l'Est et allait jusqu'à adopter leur langue de bois dans les communiqués bilatéraux. De même salue-t-il, dans une récente interview aux *Izvestia* (2 décembre 1987) la rencontre de la Révolution française et de la Révolution soviétique. Il est décidément bien difficile de pratiquer l'ouverture et le dialogue sans céder aux illusions de la convergence et mettre en sourdine l'opposition des régimes.

Peut-être la clef de cette tendance à la polarisation tient-elle à la crise du troisième élément du consensus, celui qui nous intéresse le plus directement ici, puisqu'il porte sur la défense. Comme nous l'avons vu, c'est là que les voix officielles, à commencer par celle du Président de la République, affirment le plus la solidité et la valeur du consensus. Et pourtant, en opposant les partisans du surarmement et ceux du désarmement, et en proclamant ce dernier comme le problème n° 1 de la campagne électorale, il le désigne bien comme un enjeu politique entre la droite et la gauche, et il semble bien suggérer des divergences sur le point le plus sensible, celui des priorités budgétaires.

Il se pourrait que là aussi Mitterrand ait une perception clairvoyante des tendances profondes de l'opinion. Mais pour l'affirmer (en laissant de côté, pour l'instant, la question de savoir si, en cette matière, le devoir de l'homme d'Etat est de suivre les tendances de l'opinion), il faudrait que celles-ci soient moins complexes et contradictoires. Pour commencer, le consensus sur la force de dissuasion indépendante a toujours été passif plutôt qu'actif : la meilleure preuve de son existence reste la faiblesse des mouvements pacifistes et, plus généralement, antinucléaires. Mais si les deux tiers des Français sont, et restent, favorables au maintien de la force nucléaire, qu'ils considèrent comme essentiel à la sécurité de la France, ce consensus, lui-même partiel, a toujours été assorti de restrictions qui en limitent considérablement la portée. D'autre part, seule une petite minorité souhaite la modernisation de la force nucléaire sur laquelle la classe politique (à l'exception des communistes) est unanime en principe ; dès lors, elle risque d'être la cible principale des pressions soviétiques et, par ricochet, de celles des alliés non nucléaires de la France, au cours des prochaines années[8]. Enfin, selon un sondage de la revue *Actuel*, qui a fait sensation en 1983, une majorité de Français ne voudrait voir le Président appuyer sur le bouton nucléaire en aucune circonstance, ni même menacer de le faire ; selon d'autres sondages, une majorité des personnes interrogées souhaiterait une réponse nucléaire à une agression nucléaire contre la France, mais une forte majorité exclurait une riposte nucléaire contre une attaque conven-

8. 17 % contre 40 % qui voudraient laisser les choses en l'état actuel et 32 % qui voudraient renoncer à l'armement nucléaire (sondage international OPTEM publié dans *Libération*, 16 février 1987).

nisme et au retrait des troupes aggraveront cette perte de confiance et de respect à l'égard des Etats-Unis.

Peut-être l'évolution la plus spectaculaire et la plus importante concerne-t-elle le deuxième élément du consensus, à savoir l'attitude à l'égard de l'Union soviétique. En un mot comme en mille, « l'effet Gorbatchev » est parti à la poursuite de l'« effet Goulag » et, s'il est loin de l'avoir rattrapé, il ne lui pose pas moins un défi de plus en plus sérieux. Certes, la France reste le pays occidental où, au niveau des décideurs comme à celui de l'opinion publique en général, l'enthousiasme pour Gorbatchev est le moins intense, mais celui-ci n'en est pas moins le premier leader soviétique depuis Khrouchtchev dont l'image soit favorable et que l'on crédite désormais, à une légère majorité, d'une sincère volonté de paix. Certes, encore, l'image de l'Union soviétique reste beaucoup plus négative que celle de son leader, mais elle n'en a pas moins tendance à s'améliorer, pour la première fois depuis 1974. Certes, enfin, la méfiance l'emporte (surtout d'ailleurs, dans les « élites ») envers la nouvelle phase de détente ; les Français restent attachés à la pensée traditionnelle en termes d'équilibre plutôt qu'aux perspectives idylliques annoncées par la « nouvelle pensée » gorbatchévienne. Mais ils n'en sont pas moins passés, envers l'« option zéro » et l'accord de Washington, de « la désapprobation à l'approbation[6] ».

Il en résulte des clivages inquiétants entre l'atmosphère qui se dégage des médias français et celle des sondages. Il existe déjà une crise de crédibilité de la tendance dominante des soviétologues français, qui s'entête à tel point dans la vision de Gorbatchev comme nouveau Staline et de la *perestroïka* et du *glasnost* exclusivement en termes de manipulation, de reprise en main et de désinformation qu'elle suscite, *a contrario*, une renaissance des zélateurs oubliés de l'URSS et une impossibilité de dialogue avec des collègues étrangers effarés par « l'incompréhension allant jusqu'à la bizarrerie[7] » de ce genre d'interprétations. Cette crise de crédibilité risque de s'étendre dans plusieurs directions : d'abord entre la classe politique française et celles des autres démocraties occidentales, mais ensuite, et de plus en plus, entre elle et l'opinion de la majorité des Français eux-mêmes ; enfin, à l'intérieur de la classe politique, entre la droite et la gauche, qui verrait dans ce thème une double occasion de se placer favorablement par rapport aux aspirations de l'électorat français et d'éviter l'isolement à l'intérieur de l'Occident.

C'est sans doute l'une des clefs du curieux chassé-croisé auquel se sont livrés récemment Raymond Barre et François Mitterrand. Le premier trouve, contre les propositions de Gorbatchev et pour les euromissiles défunts, les accents qui lui avaient manqué en 1980-81 contre l'invasion de l'Afghanistan et pour le déploiement des mêmes euromissiles. Le second rend hommage à Gorbatchev et salue les

6. Cf. « Les Français, le désarmement et l'Union soviétique », *Chronique Alain Duhamel-SOFRES*, juillet 1987.

7. G. Kennan, « The Gorbatchev Prospect », *New York Review of Books*, 21 janvier 1988.

tionnelle même visant le territoire français (à plus forte raison celui d'un allié) et donc tout emploi en premier de l'arme nucléaire par la France[9]. En fait, donc, l'opinion ne se trouve pas si éloignée des conceptions de dissuasion minimale ou « existentielle » prônées par les évêques américains ou les sociaux-démocrates allemands, et assorties d'une riposte conventionnelle, c'est-à-dire des conceptions mêmes auxquelles la classe politique française reproche, avec raison selon nous, de mettre en danger la crédibilité de la dissuasion, surtout lorsqu'il s'agit de protéger un allié.

Pourtant, un autre aspect complémentaire du consensus consiste d'une part en une certaine confiance dans la protection américaine[10], et d'autre part dans le souhait d'une défense européenne commune autonome mais alliée aux Etats-Unis et à laquelle participerait l'Allemagne y compris sur le plan nucléaire[11].

Par rapport à ces différents traits plus ou moins constants, au cours des dernières années, l'évolution récente semble avoir joué plutôt dans un sens contraire à l'idée d'une sécurité essentiellement nationale et essentiellement nucléaire. L'IDS (ou « guerre des étoiles ») américaine, accueillie plus positivement par l'opinion que par les milieux officiels, a porté un coup à l'idée que la France, avec sa force de frappe, disposait de l'outil le plus moderne en matière de défense. L'effet Tchernobyl, plutôt spectaculaire, dans l'immédiat, par son absence, comparé aux pays voisins, n'en a pas moins ébranlé la foi à l'énergie nucléaire : selon une enquête publiée par *l'Express* en 1987, 30 % des personnes interrogées avaient changé d'avis sur le nucléaire civil. Il semble que cette confiance diminuée n'ait pas rejailli directement sur le nucléaire militaire, mais une certaine contamination diffuse peut-elle être exclue à long terme ? Enfin l'opposition ambiante au déploiement des armes nucléaires sur le sol européen semble avoir influencé l'opinion française dans la direction du postulat contestable selon lequel la diminution du nombre des armes nucléaires entraîne l'augmentation des chances de paix.

La question reste donc ouverte de savoir si une campagne internationale contre les essais nucléaires français, pour la participation de la France aux négociations de maîtrise des armements, et finalement pour la limitation, voire la réduction de ses forces nucléaires, donnerait lieu, dans l'opinion française, à un raidissement au nom de l'indépendance et de l'équilibre (comme sembleraient l'indiquer les réactions à l'affaire Greenpeace) ou à un mouvement tendant à emboîter le pas aux tendances antinucléaires. Sans doute, entre l'isolement nucléaire et l'unanimisme pacifiste, l'opinion française a-t-elle, et de plus en plus, choisi la voie de la défense européenne, sans reculer devant la renonciation qu'elle implique à une souveraineté exclusive et à l'option de non-belligérance. Mais pour faire fonction-

9. « Opinion et Défense en 1986 », *Armée d'aujourd'hui*, n° 117, février 1987.

10. 78 % des personnes interrogées pensent plutôt que l'Europe peut compter sur l'engagement nucléaire américain et 69 % que la France ne peut assurer seule sa défense sans la protection nucléaire américaine (l'*Express*-Louis Harris, 17-23 avril 1987).

11. *Libération*, sondage cité.

ner cette défense européenne, la bonne volonté française, aussi nécessaire qu'elle soit, n'est pas suffisante : il y faut d'une part l'adhésion des Européens non nucléaires qui, pour l'instant, semblent préférer soit se raccrocher à la protection américaine, soit reporter leurs espoirs sur le désarmement et la réconciliation avec l'Est ; d'autre part, très probablement, une augmentation des budgets militaires à laquelle l'opinion française n'est pas plus favorable que les autres. Et nous voici au rouet.

Contraintes, évolutions, révisions

Ce à quoi nous aboutissons, au niveau de l'opinion publique, c'est à un consensus non pas éclaté, mais à la fois contradictoire et évolutif. L'opinion semble refléter avec beaucoup d'exactitude les pressions qui imposent la révision du consensus de la dernière décennie, mais elle n'est pas prête à choisir entre les différentes directions dans lesquelles un nouveau consensus pourrait être cherché. Ou plutôt elle semble savoir assez clairement ce qu'elle souhaite, mais sans nécessairement mesurer les incomptatibilités, les priorités et les arbitrages auxquels la réalisation de ses vœux doit nécessairement se heurter. Ils ne peuvent apparaître qu'à la lumière d'un débat politique et stratégique qui ne fait que commencer.

On peut se demander si une campagne électorale offre le cadre le plus favorable à un débat serein, mais il est certain qu'avant ou après l'élection présidentielle, il ne saurait être évité. C'est que, contrairement à l'instinct frileux des nostalgiques de l'unanimité factice, le problème n'est ni la création de politiciens démagogues, ni l'effet d'une opinion publique intoxiquée par les influences extérieures. Il vient des changements du contexte politique et technique qui avait permis l'émergence de l'ancien consensus.

Celui-ci reposait sur un mélange de simplicité stratégique, de flexibilité diplomatique et d'ambiguïté politique[12]. La doctrine française de dissuasion, par son caractère de système clos, fournissait un point d'ancrage fixe, qui pouvait à la fois, en résolvant définitivement, du moins en principe (et au prix d'une effort constant mais à la direction bien définie), le problème de la sécurité et de l'indépendance, fournir un point de repère à l'action diplomatique extérieure ainsi qu'au consensus politique intérieur tout en lui laissant le maximum de latitude. A partir du moment où la dissuasion reposait sur l'incertitude, le problème de la crédibilité, tant vis-à-vis de l'adversaire éventuel que de l'allié, était éliminé. L'incertitude, fondement de la dissuasion, servait de justification ou d'alibi à la liberté d'action, ou à l'absence d'engagement contraignant, sur le plan diplomatique.

Certes, tant sur le plan stratégique que sur le plan économique, un réseau d'arrangements pratiques et d'interdépendances aboutissait à des engagements de fait. Mais leur discrétion, leur pluralité, et l'affir-

12. Cf. P. Hassner, « La France, l'atome et l'Europe ou le réalisme de l'irréalisme », *Revue internationale de défense*, février 1984.

mation réitérée du refus de l'engagement automatique, permettaient une ambiguïté qui était la condition du consensus intérieur : chaque famille politique pouvait mettre l'accent soit sur l'indépendance nationale, soit sur la solidarité atlantique, soit sur le projet européen. De même, sur le plan militaire proprement dit, l'absence de choix radical permettait, au prix de quelques entorses à la doctrine ou à la logique, de satisfaire plus ou moins les différents services.

Aujourd'hui, l'évolution politique, technique et économique met en question ces délicats équilibres. Le cliché de « l'heure du choix » semble réellement s'appliquer à la fin des années 80 et au début des années 90.

Politiquement, la liberté d'action française était à son maximum lorsque, du côté des Etats-Unis, de la République fédérale et de l'Union soviétique, régnait au contraire l'immobilisme. Dès lors que des tendances centrifuges se manifestent chez nos alliés occidentaux et sont encouragées par la diplomatie de mouvement de Gorbatchev, la France se voit beaucoup plus dans l'obligation d'abattre ses cartes. D'où son engagement d'abord en faveur des Pershing, ensuite en faveur d'une solidarité « sans hésitations ni réserves » avec l'Allemagne, destinée dans l'immédiat à retenir celle-ci dans le camp occidental et, à plus long terme, à préparer une solution de rechange européenne à la protection américaine déclinante. Mais ces mêmes considérations imposent de ne pas s'isoler par rapport au nouveau dialogue Est-Ouest et à l'effort général de réduction des armements sans néanmoins y compromettre l'indépendance et la modernisation de notre force nucléaire, condition d'une défense européenne future. On dira — c'est notre position — que les deux directions sont complémentaires, que la France ne fera reconnaître par ses alliés, notamment par l'Allemagne, la fonction européenne de sa force de dissuasion que si elle accepte de s'engager avec eux sur le plan conventionnel, à la fois dans la bataille de l'avant et dans les négociations de maîtrise des armements. Mais il reste une question de priorité entre les deux directions, qui tend à provoquer une faille à l'intérieur du consensus des forces politiques.

Au point de vue stratégique, l'évolution technique, par les progrès extraordinaires de la précision, joue dans le sens de la flexibilité et de la discrimination, donc de la riposte graduée plutôt que du « tout ou rien ». Comme le général Gallois l'a reconnu depuis un certain nombre d'années, la dissuasion par représailles anti-cité risque d'être contournée par une frappe fractionnée ; la riposte flexible a des moyens techniques d'être plus adaptée, donc plus crédible. Mais, inversement, tout ce qui rappelle la riposte flexible et une stratégie opérationnelle provoque une réaction de rejet à la fois chez les gardiens de l'orthodoxie du « tout ou rien » et de la « non-guerre » (qui, d'ailleurs, n'a jamais été celle du général de Gaulle) et dans l'opinion antinucléaire de nos voisins. Il y a là une antinomie du technique et du psychologique qui ne s'est jamais posée avec autant d'acuité que dans la période actuelle.

De même, sur le plan technique, les développements, dans la rapi-

dité de la menace éventuelle et dans les systèmes d'alerte et de communication rendent une défense purement nationale du territoire impossible. Le glissement vers l'intégration atlantique de fait semble inévitable à moins de lui substituer, ou de lui ajouter, une intégration européenne. Mais celle-ci suppose, chez nous et chez nos partenaires (qu'il s'agisse d'un satellite militaire, d'un système de défense antimissiles ou d'autres entreprises plus modestes) une volonté et des dépenses qui ne vont pas de soi.

Sur le plan économique, justement, la coopération européenne en matière d'armement semble la seule solution à long terme, mais à court terme, elle augmente les coûts plus qu'elle ne les diminue. Plus pressants encore sont les dilemmes entre les différentes missions, les différents théâtres d'opérations, les différents systèmes d'armes, les différentes armes elles-mêmes. La loi-programme votée en 1987 n'a fait que reculer les choix. A supposer, ce qui est douteux, que ses objectifs puissent être tenus, la prochaine devra bien procéder à des arbitrages douloureux et toujours reculés. Ceux-ci seront d'autant plus difficiles que l'arbitrage global entre les dépenses militaires et les dépenses civiles ne se fera pas toujours forcément en faveur des premières. D'où le débat entre un effort accru de défense réclamé par la droite et les espoirs de diminution à long terme du fardeau militaire évoqués par la gauche[13].

On n'assiste certes pas, pour l'instant, à l'affrontement de deux positions tranchées. C'est que les clivages qui se dessinent se font selon deux axes distincts, qu'on pourrait appeler l'axe sanctuaire-Europe et l'axe défense-détente. Certains tentent de combiner le maintien du sanctuaire sur le plan nucléaire et la détente : c'est la logique de la position adoptée par Lionel Jospin. D'autres, à droite, sont tentés de se détourner d'une Europe en voie de finlandisation pour se replier sur une dissuasion pure et dure limitée au sanctuaire : c'est la logique de la position du général Gallois — qui risque, pour éviter la finlandisation, d'aboutir à l'albanisation. Chez ceux qui, au contraire, choisissent résolument l'Europe, il y a ceux qui mettent l'accent sur la défense, comme A. Giraud, au risque d'isoler la France sur le plan politique, et ceux qui mettent l'accent sur le désarmement, comme François Mitterrand, au risque de rendre impossible une dissuasion élargie à l'Europe[14].

C'est dans la conciliation de ces deux positions que résident bien évidemment les intérêts politiques et stratégiques de la France et de l'Europe. Mais est-elle compatible avec le maintien du consensus intérieur ? Nul ne saurait en jurer. Si rigidité doctrinale et flexibilité diplomatique, simplicité apparente et ambiguïté réelle pouvaient faire bon ménage, il est beaucoup plus difficile de faire coexister la reconnaissance de la complexité et la renonciation à l'ambiguïté.

13. Cf. Laurence Anzon, « Le consensus forcé sur la défense va éclater ». *Libération*, 23 décembre 1987.

14. Cf. la controverse de L. Jospin (*Le Monde*, 5 décembre 1987) et F. Fillon (*Le Monde*, 7 janvier 1988).

S'engager (donc limiter sa liberté d'action) en faveur d'une stratégie européenne qui combine le national et le collectif, le nucléaire et le conventionnel, la défense et la détente, ce n'est pas un programme qui semble avoir beaucoup de chances de mobiliser les foules. Et pourtant, à travers ses ambiguïtés et ses contradictions, c'est bien dans cette double direction — reconnaître le réel et construire l'Europe — que l'opinion publique semble vouloir s'engager. Aux politiques de transformer ces aspirations en une véritable entreprise et d'y forger, à travers controverses et paris, les éléments d'un nouveau consensus plutôt que de s'accrocher frileusement à l'ancien. Qui veut sauver son consensus le perdra. La classe politique ne pourra sauver l'essentiel du consensus que dans un processus d'adaptation réciproque avec les contraintes extérieures et les tendances de l'opinion.

C'est en acceptant le double défi du débat et de l'Europe que la France trouvera le terrain et le cadre où elle pourra poursuivre avec l'atome « un amour taciturne et toujours menacé » (Alfred de Vigny).

Pierre Hassner